

Parce que chances et risques sont indissociables, l'adoption d'une attitude plus confiante par les Canadiens au pays et, par voie de conséquence, à l'étranger, comporte des risques, mais également des chances. La leçon la plus frappante de ma première année au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures est peut-être que les chances ne sont pas immuables. Dans le Nord, par exemple, si nous ne profitons pas des occasions que nous avons maintenant, nous pourrions très bien les perdre parce que d'autres pays commencent à formuler leurs propres revendications. L'insistance que nous mettons à défendre notre souveraineté n'est pas importante seulement pour l'affirmation de l'identité du Canada, mais aussi pour ses intérêts.

Pour ce qui est du Nord, nous n'avons pas de brise-glaces qui puissent à n'importe quelle période de l'année traverser les eaux de ces régions. Ceux que nous avons ne sont pas assez robustes pour résister aux glaces de l'hiver arctique ni assez rapides pour suivre le *Polar Sea*. C'est là une situation dont nous ne sommes pas responsables et que nous ne pouvons plus accepter. Puisque d'autres pays se donnent la capacité de naviguer dans nos eaux, nous devons avoir des moyens pratiques d'occuper les zones que nous revendiquons et d'exercer les droits que nous réclamons.

Les États-Unis et la République fédérale d'Allemagne se préparent activement à faire de la navigation commerciale dans les eaux boréales, c'est-à-dire dans nos eaux. Les Japonais, qui suivent de près l'évolution des mouvements de pétrole et de gaz en provenance des régions nordiques, se dotent actuellement d'une nouvelle technologie qui leur permettra de construire des navires-citernes capables de transporter le pétrole et le gaz en passant par les eaux boréales. Sur un autre plan, il serait naïf de croire que les Soviétiques n'utilisent pas leurs sous-marins sous notre calotte glaciaire, dans nos eaux. La flotte de brise-glaces de l'Islande est supérieure à la nôtre. Américains, Allemands, Japonais, Russes et Islandais démontrent plus d'intérêt envers nos eaux que nous ne l'avons souvent fait.

Pour diverses raisons, le régime précédent n'a pas su nous mettre pleinement en mesure de proclamer et de défendre notre souveraineté dans le Nord. Nous avons corrigé cette lacune. Je ne veux cependant pas limiter mes observations à la question importante et urgente du Nord. Ce qui s'est produit dans ce cas s'applique également à notre commerce extérieur.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons perdu du terrain comme nation commerçante est sans aucun doute que le reste du monde s'est adapté plus rapidement que nous aux nouveaux facteurs qui régissent le commerce international, qui influent sur notre capacité d'acheter et de vendre et, par conséquent, d'obtenir prospérité, emplois et sécurité ici.

Nous n'avons tout simplement pas tenu suffisamment compte du fait que des pays nouvellement industrialisés commencent à rivaliser avec nous. Nous avons également négligé de faire pièce au phénomène du protectionnisme aux États-Unis. Un jour, il est question de porc, le lendemain, de bois résineux de construction, puis de morue salée et d'acier.

L'an dernier, environ 6 milliards de dollars d'exportations canadiennes aux États-Unis ont été touchées par des menaces ou des mesures protectionnistes. Cela vise quelque 146 000 emplois au Canada, dont bon nombre sont menacés. Les bonnes relations entre Ottawa et Washington peuvent aider à alléger